RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 21279
Numéro SIREN : 518 310 446
Nom ou dénomination : PHOTOSOL DEVELOPPEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 06/04/2022 sous le numéro de dépôt 46008

PHOTOSOL DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée
Au capital de 966.525 euros
Siège social : 40/42, rue La Boétie – 75008 Paris
518 310 446 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

RAPPORT DU PRESIDENT RELATIF
AUX DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 MARS 2022

Cher associé,

En application des dispositions légales et des stipulations des statuts de la Société, nous avons établi le présent rapport à l'effet de vous permettre de vous prononcer sur diverses décisions résultant de la restructuration du groupe PHOTOSOL engagée au cours de l'exercice 2021 conduisant à vous proposer la suppression du Conseil d'Administration.

Dans ce contexte, nous vous proposons de vous prononcer sur les points suivant inscrits à l'ordre du jour :

1) modification de l'administration de la Société ;
2) constatation de la cessation des fonctions des membres du Conseil d'Administration ;
3) modifications corrélatives des statuts ;
4) pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

1. MODIFICATION DE L'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE ET CONSTATATION DE LA CESSATION DES FONCTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il vous est rappelé qu'aux termes de la consultation écrite des associés en date du 30 septembre 2020, il a été décidé de la création d'un Conseil d'Administration composé des sociétés COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS DE L'ILE BOURBON (754 055 390 RCS Paris) et COMPAGNIE BOURBONNAISE D'INVESTISSEMENTS (754 015 485 RCS Paris) et de Monsieur Benoit FARINES à qui vous avez notamment confié la mission de superviser la gestion de la Société effectuée par le Président et, le cas échéant, par le Directeur Général.

Consécutivement à la restructuration du groupe PHOTOSOL engagée au cours de l'exercice 2021 ayant conduit notamment à la simplification de l'actionnariat de la Société, il vous est proposé de (i) décider de supprimer purement et simplement le Conseil d'Administration mis en place en 2020, avec effet immédiat au jour de la prise de vos décisions et (ii) prendre acte, en conséquence, du fait que la Société serait alors uniquement administrée et dirigée par le Président, assisté le cas échéant d'un Directeur Général (*première décision*) et de la cessation avec effet immédiat des fonctions des membres du Conseil d'Administration susvisés (*deuxième décision*).

2. MODIFICATION DES MODALITES DE FIXATION DE LA REMUNERATION DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL DE LA SOCIETE

Si vous décidez la suppression du Conseil d'Administration et la constatation de la cessation des fonctions de ses membres telles qu'elles vous sont proposées ci-dessus, il vous sera demandé de bien vouloir (i) valider, en tant que de besoin, la rémunération attribuée au Président et au Directeur Général pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2022 et les exercices postérieurs et (ii) décider que désormais les rémunérations du Président et du Directeur Général de la Société seront fixées par l'associé unique (ou par la collectivité des associés, en cas de pluralité d'associés), et non plus par le Conseil d'Administration, comme prévu actuellement par l'article 9.4 (« *Missions et pouvoirs* ») des statuts de la Société (*troisième décision*).

3. MODIFICATIONS CORRELATIVES DES STATUTS

Si vous décidez la suppression du Conseil d'Administration, la constatation de la cessation des fonctions de ses membres et la modification des modalités de fixation de la rémunération du Président et du Directeur Général telles qu'elles vous sont proposées ci-dessus, il vous sera demandé, par voie de conséquence, de (i) décider d'apporter toute modification nécessaire aux statuts en vigueur pour tenir compte de ladite suppression du Conseil d'Administration, et notamment de (x) la suppression de l'article 9 (« *Conseil d'Administration* ») des statuts y relatif et (y) la modification de l'article 15 (« *Compétence* ») des statuts relatif à la compétence de l'associé unique (ou de la collectivité des associés, en cas de pluralité d'associés) et (ii) adopter article par article, puis dans son ensemble, le texte desdits statuts modifiés (*quatrième décision*).

4. POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

Pour finir, il vous sera demandé (*cinquième décision*) de conférer tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du procès-verbal de vos décisions aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra et/ou qui seraient nécessaires compte tenu des décisions que vous aurez prises aux termes dudit procès-verbal.

* *
*

Vous êtes invité, après avoir pris connaissance du présent rapport, à adopter les décisions qui sont soumises à votre vote.

DocuSigned by:
7D3B8AFC69C9444...

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS
DE L'ILE BOURBON
Président
Par Monsieur Robin UCELLI

PHOTOSOL DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée
Au capital de 966.525 euros
Siège social : 40/42, rue La Boétie – 75008 Paris
518 310 446 R.C.S. Paris
(la « **Société** »)

PROCES VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 MARS 2022

L'an deux mille vingt-deux,
Le trente mars.

La société PHOTOSOL HERMITAGE, société par actions simplifiée au capital de 60.009,98 euros, dont le siège social est situé 40/42, rue La Boétie – 75008 Paris, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 891 120 149, représentée par son président, la société COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS DE L'ILE BOURBON (754 055 390 R.C.S. Paris), elle-même représentée par son gérant, Monsieur Robin UCELLI.

Associé Unique de la Société (l'« **Associé Unique** ») dont elle détient, en pleine propriété, la totalité des 5.250 actions représentant l'intégralité de son capital social et des droits de vote,

étant précisé que la société CONSEIL ASSOCIES S.A., commissaire aux comptes titulaire, dûment informée des présentes décisions, est absente et excusée,

APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE

- du rapport du Président à l'Associé Unique ;
- des statuts actuels de la Société ;
- du projet des statuts modifiés ; et
- du texte des décisions soumises à l'Associé Unique ;

A PRIS LES DECISIONS RELATIVES A L'ORDRE DU JOUR SUIVANT

- Modification de l'administration de la Société (*première décision*) ;
- Constatation de la cessation des fonctions des membres du Conseil d'Administration (*deuxième décision*) ;
- modification des modalités de fixation de la rémunération du Président et du Directeur Général de la Société (*troisième décision*) ;
- Modifications corrélatives des statuts (*quatrième décision*) ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités (*cinquième décision*).

PREMIERE DECISION

Modification de l'administration de la Société

L'Associé Unique, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) du projet des statuts modifiés,

- **décide** de supprimer avec effet immédiat le Conseil d'Administration mis en place à la suite de la consultation écrite des associés en date du 30 septembre 2020 ; et
- **prend acte**, en conséquence, que désormais la Société sera uniquement administrée et dirigée par le Président, assisté, le cas échéant, d'un Directeur Général.

DEUXIEME DECISION

Constatation de la cessation des fonctions des membres du Conseil d'Administration

L'Associé Unique, connaissance prise (i) du rapport du Président, (ii) du projet des statuts modifiés et (iii) de la décision qui précède,

- **prend acte** de la cessation, avec effet immédiat, des fonctions de membres du Conseil d'Administration de :
  - la société COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS DE L'ILE BOURBON (754 055 390 R.C.S. Paris),
  - la société COMPAGNIE BOURBONNAISE D'INVESTISSEMENTS (754 015 485 R.C.S Paris), et
  - Monsieur Benoit FARINES ;
- **charge** le Président de la Société de les informer officiellement de cette nouvelle situation, de les remercier en son nom pour le travail accompli dans le cadre de leur mission et de procéder au paiement de toute rémunération restant due à leur bénéfice, le cas échéant.

TROISIEME DECISION

Modification des modalités de fixation de la rémunération du Président et du Directeur Général de la Société

L'Associé Unique, connaissance prise (i) du rapport du Président, (ii) du procès-verbal du Conseil d'Administration en date du 30 décembre 2021, (iii) du projet des statuts modifiés et (iv) des décisions qui précèdent,

- **confirme**, en tant que de besoin, la décision du Conseil d'Administration en date du 30 décembre 2021 fixant les rémunérations du Président et du Directeur Général à cent cinquante-six mille euros hors taxe (156.000 €HT) pour chacun d'eux à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2022 et pour les exercices ultérieurs ;
- **décide** que désormais les rémunérations du Président et du Directeur Général de la Société seront fixées par l'associé unique (ou la collectivité des associés, en cas de pluralité d'associés), et non plus par le Conseil d'Administration.

QUATRIEME DECISION

Modifications corrélatives des statuts

L'Associé Unique, connaissance prise (i) du rapport du Président, (ii) du projet des statuts modifiés et (iii) des décisions qui précèdent,

- **décide** d'apporter toute modification nécessaire aux statuts en vigueur pour tenir compte de la suppression du Conseil d'Administration et des modalités de fixation de la rémunération du Président et du Directeur Général, et notamment de (i) la suppression de l'article 9 (« *Conseil*

d'Administration ») des statuts y relatifs et (ii) la modification de l'article 15 (« *Compétence* ») des statuts relatif à la compétence de l'associé unique (ou de la collectivité des associés, en cas de pluralité d'associés) ; et

- **adopte** article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts modifiés qui régiront, à compter de ce jour, la Société.

CINQUIEME DECISION

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Associé Unique **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra et/ou qui seraient nécessaires compte tenu des décisions prises ce jour.

* * * *

De tout ce que dessus, l'Associé Unique a dressé puis signé le présent procès-verbal.

DocuSigned by:
7D3B8AFC69C9444...

PHOTOSOL HERMITAGE
Associé Unique
Par COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS DE L'ILE BOURBON
Par Monsieur Robin UCELLI

PHOTOSOL DEVELOPPEMENT

Société par actions simplifiée
Au capital de 966.525 euros
Siège social : 40/42 rue la Boétie
75008 PARIS
518 310 446 R.C.S. Paris

STATUTS

Mis à jour à la suite des décisions de l'associé unique du 30 mars 2022

DocuSigned by:
7D3B8AFC69C9444...

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS DE L'ILE BOURBON
Président de la Société
Par Monsieur Robin UCELLI

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

1. Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée (ci-après, la "Société") régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

2. Dénomination

La dénomination sociale est :

« PHOTOSOL DEVELOPPEMENT ».

Dans tous les actes et documents émis par la Société et destinés aux tiers, la dénomination de la Société sera immédiatement précédée ou suivie des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "s.a.s.", et du montant du capital social.

3. Durée et année sociale

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Exceptionnellement, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2010.

4. Siège social

Le siège social est fixé au :

40/42 rue la Boétie
75008 PARIS

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, et partout ailleurs en vertu d'une décision collective des associés prise à la majorité visée à l'article 14.2 ci-dessous.

En cas de transfert décidé par le Président, celui-ci est habilité à modifier le présent article 4.

5. Objet social

La Société a pour objet, en France et dans tous les pays :

- la conception, la création, la réalisation, la mise en place, l'exploitation et la commercialisation de sites et d'installations techniques ayant pour objet la génération d'énergie photovoltaïque ;

- le conseil en stratégie, en organisation et systèmes d'information se rapportant directement ou indirectement à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location gérance de tout fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers se rapportant directement ou indirectement à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;

- la participation, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, cessions, acquisitions, fusions alliances, associations en participations ou groupements d'intérêt économique ;

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

TITRE II

CAPITAL – ACTIONS

6. Capital social

6.1. Apports en numéraire

À la constitution de la Société, les associés fondateurs de la Société, ont fait apport en numéraire à la Société des sommes suivantes :

- par la Société PHOTOSOL SAS,
  la somme de quatre-vingt-dix-neuf euros et quatre-vingt-dix centimes (99,90 €),
- par la Société PHOTOSOL INVEST
  la somme de dix centimes (0,10 €),

Soit, au total,

_____

la somme de cent (100) euros.

Il a été libéré lors de la constitution de la Société l'intégralité des actions correspondant aux apports en numéraire, soit la somme de cent (100) euros.

Ces sommes ont été, conformément à la loi, déposées par les associés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque FINANCIERE MEESCHAERT, 12 Rond Point des Champs Elysées, 75008 PARIS, ainsi qu'il résulte du certificat délivré par ladite banque.

Aux termes d'une assemblée générale en date du 31 décembre 2009 le capital social a été augmenté d'un montant de 110 euros par apport en numéraire d'une somme de 392.700 euros portant le capital social de 100 euros à 210 euros.

Aux termes des décisions de l'Associée Unique en date du 30 juin 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de 386.400 euros par incorporation du compte « prime d'émission » portant le capital social de 210 euros à 386.610 euros.

Aux termes des décisions de l'assemblée générale des associés en date du 07 décembre 2020 et de celles du Président en date du 24 décembre 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de cinq cent soixante-dix-neuf mille neuf cent quinze euros (579.915 €), par l'émission de trois mille cent cinquante (3.150) actions ordinaires nouvelles.

6.2. Montant, libération et division en actions

Le capital social de la Société est fixé à la somme de neuf cent soixante-six mille cinq cent vingt-cinq euros (966.525 €).

Il est divisé en cinq mille deux cent cinquante (5.250) actions de cent quatre-vingt-quatre euros et dix centimes (184,10 €) de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie, souscrites et libérées en totalité.

6.3. Avantages particuliers

Aucun avantage n'est stipulé au profit de quiconque, associé ou tiers.

6.4. Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la réglementation applicable, par une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

En cas d'augmentation du capital par émission d'actions nouvelles à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes, dans les conditions légales. Les associés peuvent renoncer individuellement à leur droit de préférence. Ce droit de préférence peut être supprimé, en tout ou en partie, par une décision collective des associés prise à la majorité visée à l'article 14.2 ci-dessous.

7. Actions

7.1. Forme des actions

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Il est ouvert au nom de chaque associé un compte d'associé faisant état du nombre d'actions émises par la Société et détenues par ce dernier.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

7.2. Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, en ce qui concerne les bénéfices et l'actif de la Société, à une part proportionnelle à la quantité de capital représentée par chaque action.

Chaque associé ne sera responsable du passif de la Société qu'à concurrence du montant représenté par la valeur nominale des actions qu'il détiendra. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les associés feront leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

7.3. Cession et transmission des actions

Les cessions d'actions de la Société ont lieu dans les termes et conditions prévues aux présents statuts et, le cas échéant, conformément à toute convention conclue entre les associés.

Tous les transferts d'actions seront portés dans le registre des mouvements de titres sur production d'un ordre de mouvement de titres.

Il en sera de même pour toutes les valeurs mobilières cessibles et négociables qui pourraient être émises par la Société.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ – CONVENTIONS AVEC LA SOCIÉTÉ

La Société est gérée et administrée par un président (le « **Président** »), assisté le cas échéant d'un Directeur Général.

8. Président et directeur général

Le Président, choisi parmi les associés, dirige et représente la Société.

Dans les rapports de la Société avec les tiers, le Président est, sous réserve des autres stipulations des présents statuts et dans la limite de l'objet social, investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et pour organiser, gérer et orienter les activités de la Société.

Le Président peut donner tout mandat qu'il juge nécessaire.

Toutes les décisions ne relevant pas de la compétence de la collectivité des associés sont de la compétence du Président.

Le Président est désigné et révoqué par une décision collective des associés. La décision de nomination détermine la durée de son mandat et peut fixer des limitations à ses pouvoirs.

Le Président peut démissionner de ses fonctions. En cas de démission, il devra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception à chacun des associés trois mois avant la cessation effective de ses fonctions.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions, dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai d'un mois à son remplacement par décision collective des associés. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président peut être une personne physique ou une personne morale.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président de la Société, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent La personne morale nommée Président de la Société désigne un représentant permanent, chargé d'assumer ces fonctions.

Le Président peut être assisté d'un Directeur Général qui est désigné et révoqué par une décision collective des associés. Le Directeur Général peut disposer des pouvoirs de direction fixés par les associés et des pouvoirs de représentation de la Société à l'égard des tiers, dans les mêmes conditions que le Président.

9. Conventions avec la Société

Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou les autres personnes disposant effectivement d'un pouvoir de direction et entre la Société et l'un de ses associés disposant de plus de dix pour cent (10%) des droits de vote ou, s'il s'agit d'une société associée, de la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent sur ce rapport par une décision collective des associés statuant à la majorité visée à l'article 14.3 ci-dessous, l'associé concerné pouvant prendre part au vote. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

TITRE IV

DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

10. Modalités

Sous réserve de toute stipulation contraire des statuts et de toute disposition légale ou réglementaire :

-- les décisions collectives sont prises, au choix du Président, en assemblée générale ou sur consultation écrite des associés ;

-- chaque action donne droit à une voix et le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent ;

-- chaque associé a le droit de prendre part aux décisions collectives des associés.

11. Assemblées générales

Les assemblées générales sont réunies sur convocation du Président, faites par tous moyens (même verbalement), et ce huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. La convocation comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion et est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

En assemblée, les associés ont la faculté de se faire représenter par un mandataire de leur choix, étant précisé que le mandataire doit lui-même être associé de la Société. Pour participer à l'assemblée les associés doivent justifier de leur identité et de l'inscription en compte de leurs actions au jour de la décision collective.

Dans le cas où tous les associés sont présents, l'assemblée peut se réunir sur simple convocation verbale et sans délai.

L'assemblée ne délibère valablement que si des associés représentant (i) au moins un tiers du capital et des droits de vote (dans le cas de délibérations devant être prises aux conditions de majorité visées à l'article 14.2) et (ii) au moins un quart du capital et des droits de vote (dans le cas de délibérations devant être prises aux conditions de majorité visées à l'article 14.3), sont présents ou représentés, étant entendu que ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce quorum les associés ne pouvant pas prendre part au vote en application des présents statuts ou de la réglementation applicable.

Le Président préside l'assemblée, ou en son absence, la personne qu'il aura désignée, ou à défaut l'associé présent représentant le plus grand nombre d'actions.

12. Modalités des consultations écrites

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chaque associé pouvant prendre part au vote, par tous moyens, avec confirmation écrite de chaque associé si la convocation ne fait pas l'objet d'une demande d'avis de réception. Les associés disposent d'un délai minimal de sept (7) jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai fixé à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant rejeté la totalité des résolutions proposées.

13. Registres

Les délibérations collectives des associés, que ce soit en assemblée ou sur consultation écrite, sont constatées dans des procès-verbaux établis sur un registre et signés par tous les associés ayant participé à la délibération ou à la consultation.

Les copies des procès-verbaux des décisions collectives peuvent être certifiées conformes par le Président.

14. Compétence

14.1. Décisions devant être prises à l'unanimité par les associés

Les décisions collectives suivantes doivent impérativement être prises, en assemblée générale ou par consultation écrite, à l'unanimité des associés disposant du droit de vote pour la délibération considérée :

(i) l'adoption ou la modification des clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité temporaire des actions,
- l'augmentation des engagements des associés,
- la prorogation de la durée de la Société,

(ii) toutes les autres décisions prévues par la réglementation applicable et notamment celles visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce.

14.2. Décisions devant être prises à une majorité qualifiée

Doivent impérativement être prises collectivement, en assemblée générale ou par consultation écrite, à une majorité de deux tiers des droits de vote détenus par les associés disposant du droit de vote présents ou représentés en cas de réunion physique :

- toute décision relative à la modification des statuts autre que celles mentionnées aux articles 4. et 14.1 ci-dessus ;
- toute décision relative à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social (y compris les décisions afférentes à la suppression du droit préférentiel de souscription aux titres à émettre) ;
- toute décision relative à la fusion ou à la scission de la Société (y compris par apport partiel d'actifs) ;
- toute décision relative à la nomination ou la révocation et à la rémunération du Président, du Directeur Général, le cas échéant ;
- toute décision relative à l'autorisation de nantissement d'actions ;
- toute décision relative à la transformation de la Société ;
- toute décision relative à la dissolution de la Société ; et
- toute décision relative à la nomination du liquidateur après dissolution de la Société.

14.3. Décisions devant être prises à une majorité simple

Toutes les décisions devant être prises collectivement par les associés en application des présents statuts et de la réglementation applicable, à l'exception des décisions visées aux articles 14.1 et 14.2 doivent être prises à une majorité de cinquante pour cent des droits de vote détenus par les associés disposant du droit de vote présents ou représentés en cas de réunion physique.

Relèvent notamment de cette catégorie de décisions toute décision relative à l'approbation des conventions réglementées, à la nomination des commissaires aux comptes et à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation du résultat (y compris en cas de liquidation de la Société).

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS – CONTRÔLE DES COMPTES

15. Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales. Les comptes annuels sont dressés et arrêtés conformément aux lois et usages du commerce.

16. Répartition des bénéfices – affectation des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la réglementation en vigueur et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la réglementation en vigueur ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur des réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

17. Commissaire aux comptes

Les comptes sociaux sont contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément aux prescriptions légales.

Un ou plusieurs commissaires suppléants sont désignés en vue de remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement, de démission de ceux-ci. La suppléance d'un titulaire est assurée par le plus âgé des suppléants désignés.

Si la Société a des filiales ou des participations et est astreinte à publier des comptes consolidés, elle doit désigner au moins deux commissaires aux comptes titulaires.

Les premiers commissaires aux comptes sont désignés pour une durée de six exercices.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont nommés par décision collective des associés. Leur nom n'a pas à être mentionné dans les statuts mis à jour.

Les fonctions du commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer un commissaire titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat de ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions, après la prochaine décision collective des associés approuvant les comptes.

Les commissaires aux comptes effectuent les vérifications et contrôles et établissent les rapports prévus par la loi. Leurs attributions sont fixées par la loi, leur rémunération est fixée suivant les modalités réglementaires en vigueur.

TITRE VI

CONTESTATIONS

18. Contestations

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la Société ou pendant sa liquidation, soit entre la Société et les associés, soit entre les associés, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.